

Fiche de lecture pour le Grand Lyon

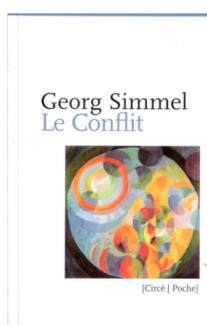
Direction de la Prospective et du Dialogue Public

Catherine Foret, FRV100, 5 septembre 2012

Le Conflit

Georg Simmel

1^{ère} parution en 1908 sous le titre allemand *Conflict*.
Traduction française : Circé, 1992. Rééditions Circé poche 1995, 2003, 159 p. Préface : Julien Freund.



L'auteur



Né en 1858 à Berlin et mort en 1918 à Strasbourg, **Georg Simmel** est un philosophe et sociologue allemand, qui a influencé de nombreux intellectuels jusqu'à aujourd'hui : Max Weber, Karl Mannheim, Alfred Schütz, Raymond Aron, Erving Goffman, Howard Becker, Anselm Strauss, Isaac Joseph, Patrick Watier, Raymond Boudon...

Dans l'un de ses livres majeurs, *Soziologie* (paru en 1908, réédité en français aux PUF en 1999), Simmel explique que ce que la sociologie doit observer, ce sont les liens qui existent entre les individus — ce qu'il appelle la socialisation (traduction du terme allemand, qui ne renvoie pas aux théories habituelles de la socialisation comme transmission sociale). Il y a socialisation selon lui, « là où il y a action réciproque de plusieurs individus. » (*Sociologie*, p.43).

Georg Simmel a écrit sur des thèmes aussi divers que l'argent, la mode, l'art, la religion, la ville, les pauvres... Son œuvre n'a été redécouverte en France qu'à partir des années 1980, et son ouvrage sur *Le Conflit* traduit en français seulement en 1992. Il y affirme que les situations de conflit participent à la production des liens sociaux, et doivent être considérées tout autant comme des formes de dissociation que d'unification, au sein des ensembles humains où elles se développent.

L'ouvrage

Dans cet essai sans aucun chapitre ni sous-titre, Simmel met en évidence l'apport positif des conflits dans la vie sociale. Comme l'explique Julien Freund dans la préface de l'ouvrage, il montre que loin d'être un dysfonctionnement, un accident dans la vie des sociétés, le conflit en fait partie intégrante. Il contribue activement à la production des rapports sociaux et à leur redéfinition cyclique, tissant en même temps qu'il défait des liens entre les êtres humains.

« Si toute interaction entre les hommes est une socialisation, alors le conflit (...) doit absolument être considéré comme une socialisation. Dans les faits, ce sont les causes du conflit : la haine et l'envie, la misère et la convoitise, qui sont véritablement l'élément de dissociation. Une fois que le conflit a éclaté pour l'une de ces raisons, il est en fait un mouvement de protection contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité, qu'elle quelle soit, même si elle passe par la destruction de l'une des parties. » (p. 19)

Parce que le conflit « suscite ou modifie des communautés d'intérêt, des regroupements en unités, des organisations » (p. 19), parce qu'il est une voie qui participe à la « résolution des tensions entre les contraires », il n'est pas seulement, contrairement à la vision dominante que l'on peut en avoir, un élément destructeur de la vie sociale ; il est aussi un facteur constructeur d'unité. L'erreur d'appréciation courante qui consiste à voir le conflit sous un angle purement négatif a sa source, selon Simmel, dans le double sens du concept d'unité :

« Nous désignons par le terme d'unité l'accord et la cohésion d'éléments sociaux, par opposition à leur disjonction, leur exclusion, leurs dissonances ; mais une unité, c'est aussi la synthèse globale des personnes, des énergies et des formes constituant un groupe, la totalité finale de celles-ci, dans laquelle sont comprises ces relations unitaires au sens étroit aussi bien que les relations dualistes. » (p. 22)

En prenant des exemples dans toutes les unités de la vie sociale, des plus petites (couple, famille) aux plus grandes (partis politiques, syndicats, nations, églises...), des plus anciennes aux plus récentes, et en s'intéressant à toutes sortes de situations conflictuelles, Simmel démontre que ces relations « dualistes » qui sont à l'œuvre dans le conflit, ces forces de dissociation, coexistent toujours, en fait, avec des forces d'unification. Et plutôt que d'approfondir l'analyse, communément admise, des aspects perturbateurs du conflit et des éventuels saccages que celui-ci opère dans la société, il s'attache essentiellement, dans cet ouvrage, à mettre en avant les aspects constructifs des situations conflictuelles.

L'hostilité comme forme des relations humaines

À l'appui de sa thèse, il explique d'abord que toute société « a besoin d'un certain rapport quantitatif d'harmonie et de dissonance, d'association et de compétition, de sympathie et d'antipathie pour accéder à une forme définie » (p. 22) : la société est le résultat de ces deux catégories d'interactions qui sont à l'œuvre dans l'attraction et la répulsion. Ainsi dans le mariage par exemple,

« une certaine mesure de désaccord, d'éloignement intérieur et de disputes extérieures est organiquement liée à tout ce qui en fin de compte permet au lien de subsister. » (p. 24)

Ainsi également de la vie dans les unités sociales beaucoup plus larges, où ce sont des formes latentes de conflit (l'aversion, le sentiment d'être des étrangers et des ennemis l'un pour l'autre) qui permettent de vivre ensemble :

« Sans cette aversion, la vie dans les grandes villes, qui met chacun quotidiennement en contact avec d'innombrables autres individus, n'aurait aucune forme pensable. Toute l'organisation intérieure de ce commerce humain repose sur une gradation extrêmement variée de sympathies, d'indifférences et d'aversion, les plus passagères comme les plus durables. (...) C'est [l'antipathie], le stade précédant l'antagonisme pratique, (...) qui engendre les distances et les phénomènes de rejet sans lesquels ce genre de vie serait absolument impossible à mener : la mesure et la nature des éléments qui la composent, le rythme selon lequel elle apparaît et disparaît, les formes dans lesquelles on lui obéit — tout cela constitue, en même temps que les motifs d'unification au sens plus étroit du terme, un tout inséparable du mode de vie dans les grandes villes ; ce qui y apparaît immédiatement comme une désocialisation n'est donc en vérité que l'une de ses formes élémentaires de socialisation. » (p. 27)

Simmel explique d'une part qu'il existe dans l'être humain « *une pulsion formelle d'hostilité, symétrique du besoin de sympathie* » (p. 43), et d'autre part que l'opposition fait partie de la relation : « *ce n'est pas seulement un moyen de conserver la relation globale, mais aussi l'une des fonctions concrètes qui la composent en réalité.* » (p. 26) Et il examine au fil de l'ouvrage toutes les formes de conflit, latent ou déclaré — depuis l'esprit de contradiction « *qui habite les natures les plus dociles* » jusqu'à la guerre, en passant par la jalousie, le combat ludique et les diverses modalités de la concurrence entre individus ou entre groupes sociaux, pour mettre en évidence « *le rôle d'intégration extrêmement positif de l'antagonisme.* » (p. 24)

Concurrence et socialisation

Parmi les diverses formes de combat qu'il propose à l'analyse du lecteur, Simmel se penche tout particulièrement sur la concurrence — une forme de lutte « *indirecte* », dans la mesure où les deux parties déploient des efforts parallèles « *en vue d'un seul et même enjeu* ». Que ce soit dans le domaine commercial, scientifique ou artistique, la lutte n'est pas alors tournée contre l'adversaire mais vers un but commun. « *Une unité supra-individuelle de nature concrète ou sociologique englobe les parties et leur rivalité, on lutte avec l'adversaire sans se tourner contre lui, en quelque sorte sans le toucher.* » (p. 75) La cible visée par les concurrents consistant en général à « *disposer en sa faveur une ou de nombreuses tierces personnes* », elle « *oblige les deux parties concurrentes à se rapprocher très étroitement de ces tiers* ». La concurrence n'a donc pas que des effets destructeurs ou corrompeurs : au final, comme la compétition, elle contribue à créer de nouvelles valeurs, ou de nouvelles connaissances, qui vont représenter un bénéfice ou un succès pour ces tiers ou pour l'ensemble de la collectivité concernée.

C'est en cela selon Simmel « *que réside la valeur énorme de la concurrence, pour le cercle social* » au sein duquel elle se déroule : non seulement elle produit des « *valeurs objectives* » (une découverte scientifique par exemple), mais elle génère « *un immense effet de socialisation* » parce qu'elle « *oblige le concurrent, qui voit qu'il un rival (...) à aller au-devant et à se rapprocher de celui qu'on cherche à séduire, à se lier à lui, à étudier ses forces et ses faiblesses et à s'y adapter, à chercher toutes les passerelles qui pourraient relier sa propre personne et son propre travail au sien, ou à les établir* ». (p. 76)

« *[La concurrence] parvient d'innombrables fois à réaliser ce dont seul l'amour est capable à part elle : repérer les désirs les plus intimes d'une autre personne, avant même qu'elle en soit consciente. La tension antagoniste contre le concurrent affine la sensibilité du commerçant aux tendances du public, jusqu'à lui donner une sorte d'instinct extra-lucide pour les variations de ses goûts, de ses modes, de ses intérêts ; et pas seulement chez le commerçant, mais aussi chez le journaliste, l'artiste, le libraire, le parlementaire. Car la concurrence moderne, que l'on définit comme le combat de tous contre tous, est en même temps le combat de tous pour tous. Personne ne niera qu'il y a quelque chose de tragique dans le fait que les éléments de la société travaillent les uns contre les autres, et non ensemble, que d'innombrables forces sont gaspillées à lutter contre un concurrent (...). Mais dans le bilan social, tous les aspects négatifs de la concurrence ne viennent qu'après l'immense force de synthèse que représente le fait que dans la société, la concurrence reste malgré tout (...) une lutte pour plaire et pour rendre service, pour obtenir des concessions et des sacrifices de toutes sortes, une lutte du petit nombre pour le grand nombre et du grand nombre pour le petit nombre ; bref, un tissu de milliers de fils sociologiques, du fait que la conscience se concentre sur la volonté, le sentiment et la pensée des autres, que ceux qui offrent s'adaptent à ceux qui demandent, que l'on multiplie avec ingéniosité les possibilités de plaire aux autres et de se les attacher.* » (p.77)

Dans ce phénomène complexe qu'est la concurrence, « *dans laquelle un homme se bat contre un autre, certes, mais pour un troisième* », la conquête de ce tiers peut être obtenue « *sans autres moyens que les moyens sociologiques tels que persuader ou convaincre, augmenter ou diminuer une offre, suggérer ou menacer, bref, au moyen d'un contact psychique* ». Et cette conquête n'est souvent rien d'autre que cela : « *la création d'un lien, depuis le lien d'un moment qu'est un achat dans un magasin, jusqu'au mariage* ». (p. 80)

De l'intérêt de « *l'élasticité de la forme sociale* »

À partir de ces considérations, Simmel explique que les cercles sociaux diffèrent selon la quantité et la nature des concurrences qu'ils autorisent et affirme qu'il y a « *une relation entre la structure de chaque cercle social et la quantité admissible de conflits entre ses éléments* ». Il se penche sur différents types d'unions, de groupes, d'associations..., jusqu'aux ensembles politiques et aux communautés religieuses, pour montrer que chaque organisation humaine doit résoudre la question de savoir quelle quantité de frictions internes elle peut supporter sans aller jusqu'à se défaire. Et il distingue deux structures, apparemment opposées, qui peuvent supporter sans éclater « *une quantité notable*

d'hostilités internes » (p. 82). D'une part les collectivités très bien organisées, dans lesquelles une solidarité organique permet au tout d'assumer les dommages causés par les conflits partiels (l'Etat moderne en est un bon exemple, « *qui non seulement supporte sans problème les luttes des partis politiques, malgré le gaspillage de forces que cela entraîne, mais qui les utilise même pour assurer son équilibre et son développement* ») ; d'autre part les structures faites de compartiments étanches les uns aux autres (chaque partie étant seule à supporter, en cas de conflit, les dommages causés par une autre, sans que l'ensemble en soit lésé). « *Faire le bon choix ou la bonne combinaison entre ces deux méthodes, (...) voilà une question naturellement vitale pour toute association, depuis la famille jusqu'à l'Etat* », insiste Simmel. (p. 83). « *Dans l'ensemble, un groupe pourra d'autant mieux combiner les deux méthodes qu'il est plus grand* », explique-t-il. Et c'est faute d'avoir trouvé cet équilibre que « *les villes-Etats de l'Antiquité et du Moyen-Age (...) ont souvent été affaiblies, voire détruites par les luttes partisans internes.* » (p. 84)

Au-delà de ces types d'organisation, Simmel passe en revue les différentes modalités par lesquelles les cercles sociaux cherchent ou ont cherché à empêcher les énergies destructrices de l'emporter sur les forces d'unité qui les maintiennent soudés. Il évoque en particulier les « *freins* » que certaines sociétés ont mis en place pour réprimer la concurrence (« *le principe socialiste de l'organisation unitaire du travail et le principe plus ou moins communiste de l'égalité des revenus du travail* ») (p. 90) ; et ceux que d'autres groupes ont inventé pour « *limiter les moyens de la concurrence sans empêcher la poursuite de celle-ci* » (p. 98) — notamment le droit et la morale. Dans le cas d'un ensemble politique par exemple, c'est le code pénal qui « *marque la limite au-delà de laquelle le conflit et la vengeance, les actes de violence et les traitements de faveur sont inconciliables avec l'existence de cet ensemble* » (p. 81). Dans d'autres cas, c'est « *l'élasticité de la forme* » sociale qui permet de s'opposer aux forces internes antagonistes, « *sans perdre aucun des éléments qui pourraient encore être utiles* » à l'unité. « *Cette élasticité caractérise par exemple les ordres monastiques, qui permettent aux élans mystiques ou fanatiques (...) de se donner libre cours sans danger pour l'Eglise* » (p. 115) ; alors que dans des organisations plus rigides ou dogmatiques, les dissidences internes entraîneront davantage de ruptures dans l'unité générale. Dans d'autres cas encore, c'est « *le rempart de la moralité* » (p. 118) qui instaure des interdits destinés à éviter la dissociation de tel ou tel groupe : l'esprit chevaleresque, par exemple conduit les forts à protéger les faibles, contre le rapport « *naturel* » qui veut que les seconds soient exploités ou rejetés par les premiers. Simmel explore tout particulièrement à ce sujet les rapports entre hommes et femmes, avant de conclure que « *la moralité est la véritable protection des faibles, qui ne pourraient affronter des forces déchaînées.* » (p. 116)

Des adversaires unis par l'acceptation de normes communes

Julien Freund le souligne dans sa préface : ce qui intéresse Simmel, c'est « *la capacité du conflit à contribuer à la régulation sociale, à inventer des normes et des règles communes aux deux parties en cause* » — activité qui témoigne de processus d'unification. Dans le jeu ou le combat ludique par exemple, « *on s'unit pour se battre, et on se bat en se soumettant à des normes et des règles reconnues des deux côtés* ». (p. 47) Dans les guerres modernes, le combat est soumis à des restrictions de part et d'autre (on s'interdit certaines pratiques, par conventions mutuellement acceptées) ; restrictions qui témoignent selon Simmel de la « *coexistence du principe de combat et de celui de l'union* ». Le conflit juridique également « *repose sur une large base d'unité et de consensus entre les adversaires* » : ce type de conflit suppose en effet « *une soumission commune à la loi* », un « *respect des formes qui sont considérées comme absolument contraignantes par les deux parties, la conscience que toute la procédure a lieu au sein d'un pouvoir et d'un ordre social, qui seuls lui donnent son sens et la garantissent.* » (p. 50) Idem dans les affaires commerciales : « *les deux parties constituent une unité, dans la mesure où elles reconnaissent, bien que leurs intérêts soient tout à fait opposés, des normes qui les lient — qui les engagent.* »

Ce « *rapport réciproque entre la dualité et l'unité de la relation sociale* » est également visible « *partout où les parties sont animées d'un intérêt objectif* », c'est-à-dire lorsque le conflit n'engage pas les personnes elles-mêmes. Ainsi à propos des luttes politiques : « *La conscience de n'être que le représentant d'intérêts supra-individuels, de ne pas lutter pour soi, mais seulement pour la cause* » (p. 52) n'enlève rien à la radicalité du combat. Mais le conflit demeure dans ce cas plus que jamais « *circonscrit et porté par la rigoureuse unité des normes et des contraintes communes* ». Freund note à ce sujet dans sa préface la réserve de Simmel à propos de la notion de lutte des classes. Celui-ci développe en effet « *l'idée selon laquelle cette lutte a permis aux ouvriers de prendre conscience de leur solidarité (...), mais également aux patrons de faire de même, de sorte que, grâce à cette double vision plus cohérente des problèmes, il fut plus facile de conduire des négociations et de les mener à bon terme.* » (p. 11) Simmel donne l'exemple du boycott organisé par les ouvriers contre les brasseries berlinoises, en 1894, évoquant le « *respect mutuel* » qui s'est instauré entre les protagonistes du fait de l'évacuation de toute haine interpersonnelle — les leaders reconnaissant que chacun était porté par des nécessités historiques. Une vision « *réaliste* » de ce type a également été amorcée selon lui en Angleterre à la fin du XIX^{ème} siècle « *par l'unité rigoureusement supra-individuelle qui s'était imposée dans*

les actions des syndicats et des associations patronales » (p. 54) : la violence du combat ne diminue pas pour autant, mais elle est alors « *mieux adaptée à ses fins* », plus concentrée au service du but poursuivi.

« Le patron n'est plus en tant que tel un buveur de sang et un égoïste digne de l'enfer, l'ouvrier n'est plus dans tous les cas d'une cupidité coupable, les deux parties commencent au moins à ne pas se reprocher mutuellement leurs revendications et leurs stratégies comme s'il s'agissait de malveillances personnelles. »
(p. 53)

Situations conflictuelles et changement social

Comme Max Weber, son contemporain, Simmel insiste sur le fait que les conflits peuvent contribuer à l'évolution de la société. À travers leur entrée en conflit, les hommes défont un ordre social pour en instaurer un autre. Mais même si la victoire recherchée par chaque protagoniste n'est pas atteinte, le conflit modifie chacune des deux parties : il a des effets sur la « *structure interne* » de chacune d'elle, sur sa cohésion. Simmel rappelle d'abord « *qu'un conflit entre deux individus peut très facilement modifier l'un d'entre eux, non seulement dans sa relation à l'autre, mais aussi en lui-même* » (p. 108). Ne serait-ce que parce que « *celui qui lutte doit rassembler ses esprits et ses forces (sich zusammennehmen)* » : la concentration est nécessaire pour avoir une chance de remporter la victoire. Et Simmel explique qu'il en est de même pour les groupes :

« En cas de conflit, cette nécessité de centraliser, de resserrer fermement tous les éléments, qui seule permet de les utiliser selon les besoins du moment sans perdre de force ou de temps — s'impose tout naturellement, si bien que dans d'innombrables exemples historiques, elle va jusqu'à dominer même la démocratie la plus parfaite en temps de paix. » (p. 109)

C'est ce qui explique « *l'interaction bien connue entre la constitution despotique et les tendances belliqueuses d'un groupe (...)* : la guerre exige que la forme du groupe soit renforcée par la centralisation, et c'est le despotisme qui le garantit le mieux. » (p. 109). Il existe ainsi selon Simmel un rapport fondamental entre la forme unitaire et l'action conflictuelle d'un groupe — l'efficacité de ce rapport l'emportant même parfois sur l'avantage immédiat de chacun des adversaires :

« Dans les conflits entre ouvriers et patrons au cours des dernières décennies, cela s'est imposé de la façon la plus évidente. En Angleterre, la Commission Royale des Ouvriers décréta en 1894 que la stricte organisation des ouvriers était un avantage pour les patrons de la même branche, et de même celle des patrons pour les ouvriers. En effet, il est vrai qu'il pourrait en résulter que si une grève éclatait, elle pourrait être plus étendue et plus longue ; mais cela serait toujours plus avantageux et plus économique pour les deux adversaires que toutes les négociations locales, les arrêts de travail et les conflits mesquins qui n'en finissaient pas, en l'absence d'une organisation rigoureuse des parties. (...) En Allemagne aussi, les ouvriers avaient reconnu qu'ils avaient tout intérêt à une organisation serrée et efficace du patronat, justement pour régler leurs conflits d'intérêts. Car seule une organisation de ce genre peut avoir des représentants avec lesquels on peut négocier en toute sécurité, c'est seulement face à elle que les ouvriers de la branche concernée sont assurés que les acquis ne seront pas remis en question par des patrons qui n'en font pas partie. (...) Contre une masse confuse d'ennemis, on remporte certes plus fréquemment des victoires isolées, mais on arrive très difficilement à des actions vraiment décisives, établissant vraiment le rapport des forces. » (p. 111)

Le conflit crée du changement sur le plan sociologique, dans la mesure où il peut amener un groupe à « *dépasser largement bien des divergences et des écarts individuels en son sein* ». Il contribue aussi à ce que les relations internes au groupe « *gagnent une clarté, une fermeté qu'il n'avait jamais connues* ». Si l'état de paix, en effet, permet aux éléments antagonistes d'un groupe de vivre entre eux dans un état de relative indétermination, « *l'état de conflit, en revanche, resserre si fort les éléments et leur fait subir une impulsion si unitaire qu'ils sont soit obligés de se supporter, soit de se repousser complètement* ». (p. 114) C'est ainsi souvent à l'occasion des luttes contre un ennemi extérieur que se produisent des sécessions, que certains membres sont exclus, de manière à faire taire les voix discordantes. « *L'instant ou un danger ou une agression [oblige un groupe] à resserrer ses rangs autant que possible sera justement celui qui assurera pour longtemps ou détruira à jamais son unité.* » Et c'est aussi pour cette raison que « *pour un Etat traversé d'oppositions intérieures, une guerre extérieure peut être le moyen ultime de les surmonter, mais parfois aussi de faire s'effondrer définitivement tout l'ensemble.* » (p.114)

Mais Simmel note aussi qu'en dehors de la guerre, le maintien d'un « *danger chronique* », « *d'un combat que l'on ne mène pas mais qui reste latent* », d'une menace constante par un ennemi extérieur, est particulièrement propice au renforcement du sentiment d'unité. Surtout lorsque les éléments concernés ont tendance à diverger.

« *C'est ce que remarque Montesquieu : tandis que la paix et la confiance assurent la gloire et la sécurité de la monarchie, une république avait besoin de craindre quelqu'un.* » (p131)

Quand les éventuels éléments antagonistes au sein d'un groupe « *n'ont personne au-dessus d'eux pour leur imposer l'unité, quand ils ont une relative souveraineté, ils auront facilement tendance à se séparer si un danger partagé par tous ne les force pas à rester ensemble.* » Ainsi, explique Simmel, « *les entreprises conflictuelles tendent beaucoup plus que les entreprises pacifiques à s'assurer dès leur naissance la coopération du plus grand nombre possible d'éléments ordinairement dispersés. (...) Dans des actions pacifiques, on a coutume en général de se limiter aux éléments les plus proches (...); mais pour s'en faire des "alliés" (...), on prend souvent des éléments avec lesquels on n'a guère de choses en commun.* » (p. 132)

Comment s'achèvent les conflits ?

Soulignant qu'il existe toujours des germes de conflit dans les situations de paix, et qu'il faut donc admettre, dans toute collectivité, « *un rythme infini* » de l'alternance entre guerre et paix, Simmel se penche dans les dernières pages de son livre sur les conditions d'achèvement des conflits (le passage de la paix à la guerre représentant selon lui un problème moins grave que l'inverse). Il note que la première cause d'achèvement d'un conflit est le besoin ou « *le désir de paix* » (p. 137) — qui peut-être le produit de la « *simple lassitude du combat* », « *de l'épuisement des forces en présence* », mais aussi du « *détournement de l'intérêt du conflit par un intérêt supérieur dirigé vers un autre objet* » (cas d'une bataille pour une proie dont un autre s'empare entretemps) ; ou encore de la disparition de l'objet du conflit.

Au-delà de ces causes d'achèvement d'un conflit, Simmel distingue les différentes manières de passer de la guerre à la paix : la victoire, d'abord, « *un phénomène tout à fait singulier de la vie (...) qui n'a d'analogie avec rien de ce qui se passe ordinairement entre les hommes* » (p. 141) ; le compromis, ensuite, qu'il qualifie de « *l'une des plus grandes inventions de l'humanité, tant il fait partie des techniques que nous utilisons tout naturellement pour notre vie quotidienne* ». (p. 143) « *Tout échange de choses et un compromis* », et celui-ci est selon Simmel « *le début de toute économie civilisée* ». Mais au-delà des choses, dont l'échange « *suppose toujours une privation et un renoncement (...), on peut échanger de l'amour et tous les contenus intellectuels, sans qu'il soit nécessaire de payer cet enrichissement par un appauvrissement.* »

« *Le renoncement à l'objet jugé précieux, parce que l'on reçoit sous une autre forme la valeur qu'il représente, est un moyen véritablement prodigieux dans sa simplicité d'exprimer des intérêts opposés autrement que par le combat.* » (p. 144)

Enfin, Simmel évoque la réconciliation, « *un mode purement subjectif, qui contraste avec le caractère objectif que porte l'achèvement du combat par le compromis.* » (p. 145)

« *Dans les cas innombrables où les raisons de mettre fin au conflit ne sont pas les conséquences du rapport de forces, ce qui est en jeu, c'est sûrement cette tendance tout à fait élémentaire et irrationnelle à la réconciliation — qui est tout autre chose que la faiblesse ou la bienveillance, la morale sociale ou l'amour du prochain.* »

Simmel clôt ainsi son ouvrage par une réflexion sur la notion de pardon, en soulignant que « *la rapidité de la réconciliation, du "pardoner et oublier" est d'une grande importance pour le développement structurel ultérieur de la relation* ». Alors que la non conciliation fait peser sur la paix l'ombre du prochain conflit, « *le degré d'intensité de la relation réconciliée dépasse celui de la relation qui n'a jamais été rompue* » (p. 149). La principale raison de cet état de fait étant que « *cela crée un arrière-plan sur lequel toutes les valeurs et toutes les tendances à sauvegarder l'union se détachent plus clairement et plus consciemment* », pour les membres du groupe concerné.
